

PRÉFECTURE
DE LA
HAUTE-VIENNE

1ère Direction
2ème Bureau

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LE PREFET de la REGION du LIMOUSIN
PREFET de la HAUTE-VIENNE
Officier de la Légion d'Honneur,

ARRIVE LE

10 DEC. 2001

DAIRE DU LIMOUSIN
SUBDIVISION HAUTE-VIENNE

VU la loi du 19 Décembre 1917 modifiée et le décret n° 64-303 du 1er AVRIL 1964 relatifs aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes, et en particulier l'article 32 du décret précité, qui prévoit l'application de dispositions spéciales aux établissements rangés dans une classe supérieure à celle déterminée par les décrets en vigueur au moment de leur ouverture ;

VU la nomenclature des établissements dangereux, insalubres ou incommodes, telle qu'elle résulte des décrets pris en application de l'article 5 de la loi du 19 DECEMBRE 1917 modifiée ;

VU l'arrêté préfectoral du 26 JANVIER 1972 réglementant le stationnement aux abords du carrefour du Chêne Pignier ;

VU les avis des services administratifs consultés ;

VU les avis et propositions de l'Inspecteur des Etablissements Classés en date du 14 AVRIL 1975 ;

VU l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène dans sa séance du 16 AVRIL 1975 ;

Considérant que l'exploitant a donné son accord aux observations et conclusions du Conseil Départemental d'Hygiène, qui lui ont été communiquées conformément à la loi,

Sur proposition de Monsieur le SECRETAIRE GENERAL de la HAUTE-VIENNE

A R R E T E :

ARTICLE 1er.— M. PATIER Jean est autorisé à exploiter au lieu-dit "le Chêne Pignier" communes de CIEUX et de JAVERDAT, deux dépôts et ateliers de destruction de véhicules hors d'usage, rangés en 2ème classe des établissements dangereux, insalubres ou incommodes, sous le n° 286 de la nomenclature.

Chacun de ces dépôts devra répondre aux prescriptions des articles suivants.

EMPLACEMENTS

ARTICLE 2.— Le chantier sera situé et installé conformément aux plans joints à la demande d'autorisation.

ARTICLE 3.— Une ou plusieurs aires spéciales, nettement délimitées, seront réservées pour la préparation des moteurs des véhicules automobiles ainsi que pour le dépôt des copeaux, tournures, pièces, matériels, etc... enduits de graisse, huiles, produits pétroliers, produits chimiques divers, etc...

.....

Article 4.- Un emplacement spécial sera réservé pour le dépôt et la préparation :

a) des objets suspects et corps creux, non aisément identifiables ainsi que les corps creux, clos, ne présentant aucun dispositif d'ouverture manuelle (couvercle, etc..) en vue de leur remplissage ou de leur vidange;

b) des corps creux comportant un dispositif d'ouverture manuelle (couvercle, etc..) en vue de leur remplissage ou de leur vidange (bidons, fûts, enveloppes métalliques diverses) ainsi que les tubes de formes diverses susceptibles de contenir des produits dangereux.

AMENAGEMENT DU CHANTIER ET IMPLANTATION DE MATERIEL.

Article 5.- Afin d'en interdire l'accès, le chantier sera entouré d'une clôture efficace et résistante d'une hauteur minimale de 2 mètres.

Cette clôture sera doublée par une haie vive ou un rideau d'arbres à feuilles persistantes, suffisamment dense pour masquer le dépôt. Elle sera implantée au moins à deux mètres de la limite du domaine public.

Article 6.- Toutes les issues seront fermées à clef en dehors des heures d'exploitation, en l'absence de gardiennage.

Article 7.- A l'intérieur du chantier, une ou plusieurs voies de circulation seront aménagées à partir de l'entrée jusqu'au poste de réception et en direction des aires de dépôt.

Article 8.- Les machines et matériels fixes seront implantés dans les zones de chantier les plus éloignées des habitations.

Ils seront installés de façon que les vibrations transmises par le sol ne soient pas susceptibles de gêner le voisinage.

Article 9.- Le sol des emplacements spéciaux prévus aux articles 3 et 4 sera imperméable et en forme de cuvette de rétention.

Des dispositions seront prises pour recueillir, avant écoulement sur le sol, des hydrocarbures et autres liquides pouvant se trouver dans tout conteneur ou canalisation.

Les eaux pluviales, eaux de lavage et tous liquides qui seraient accidentellement répandus sur ces emplacements, seront collectés dans un bassin de capacité suffisante comportant un désableur et un déshuileur.

Des récipients ou bacs étanches seront prévus pour déposer les liquides, huiles, etc ... récupérés.

Article 10.- Les locaux d'exploitation et postes de travail seront aménagés conformément aux dispositions de la législation du travail et de la santé publique.

PREVENTION DES NUISANCESARTICLE 11 - Bruit -

Les opérations bruyantes sont interdites entre 20 heures et 7 heures.

En outre, toutes dispositions seront prises pour ne pas incommoder le voisinage par le bruit.

Les groupes moto-compresseurs et les engins équipés de moteurs à explosion ou à combustion interne, autres que les véhicules automobiles soumis aux dispositions du Code de la Route, doivent respecter, quant au niveau sonore des bruits aériens émis pendant leur fonctionnement, les dispositions prises en application du décret n°69-380 du 18 AVRIL 1969, relatif à l'insonorisation des engins de chantier.

Si des véhicules automobiles, non assujettis au Code de la Route, circulent à l'intérieur de l'établissement, ils devront être conformes aux dispositions du Code de la Route, notamment en ce qui concerne les bruits aériens émis.

L'emploi d'avertisseurs sonores est interdit sur le chantier, à l'exception de ceux utilisables exceptionnellement pour des raisons de sécurité.

ARTICLE 12.- Pollution des eaux -

Les eaux rejetées ne devront pas contenir plus de 50 mg/l d'hydrocarbures. Les produits décantés, les huiles et tous produits récupérés dans les conditions fixées à l'article 9, pourront être confiés à des entreprises spécialisées.

Le nom de l'entreprise chargée de l'enlèvement de ces déchets, leur destination et le traitement qu'ils subiront, seront communiqués à l'Inspecteur des Etablissements Classés, qui pourra faire toutes observations.

ARTICLE 13.- Pollution de l'atmosphère -

Tout brûlage à l'air libre est interdit.

Des mesures seront prises pour éviter la dispersion des poussières, en particulier :

- les poussières émises lors du broyage des véhicules automobiles seront captées ;

- les voies de circulation seront entretenues et arrosées en saison sèche en tant que de besoin.

ARTICLE 14.- Incendie -

La quantité de stériles sera limitée à 300 m³.

Chaque dépôt^{de} pneumatiques sera limité à 50 m³. Ces dépôts seront distants les uns des autres d'au moins 15 mètres. Une voie de circulation de largeur minimale de 8 mètres sera prévue autour de chaque dépôt.

.....

Dans le cas où les véhicules automobiles sont découpés au chalumeau, ceux-ci devront être débarrassés de toutes matières combustibles et liquides inflammables.

Les opérations de découpage au chalumeau ne pourront être effectuées à moins de 8 mètres des dépôts prévus aux articles 3 et 4 ainsi que les dépôts de pneumatiques et en général de tous dépôts de produits inflammables ou matières combustibles.

Il est interdit de fumer à proximité et sur les zones :

- de broyage des véhicules ;
- prévues aux articles 3 et 4 ;
- réservées aux dépôts de stériles, pneumatiques, liquides inflammables.

Cette interdiction, précisée dans le règlement du chantier, sera affichée sur les lieux du travail, aux postes ci-dessus indiqués.

ARTICLE 15 - Explosion -

Il est interdit d'entreposer sur le chantier des explosifs, munitions, tous engins ou parties d'engins, matériels de guerre.

Lorsque dans les déchets reçus il sera découvert des engins, parties d'engins ou de matériels de guerre, des objets suspects ou des lots présumés d'origine dangereuse, il sera fait appel sans délai à l'un des services suivants :

- service de déminage (dans la mesure où le poids du lot n'excède pas une tonne) ;
- service des munitions des armées (terre, air, marine) ;
- Gendarmerie Nationale ou à tout établissement habilité en exécution d'un contrat de vente ou de neutralisation.

L'adresse et le numéro de téléphone seront affichés dans le bureau du préposé responsable du chantier.

Toute manipulation d'explosifs, munitions, engins ou parties d'engins et matériels de guerre, ainsi que des objets suspects et corps creux, sera effectuée conformément aux prescriptions réglementaires en vigueur.

ARTICLE 16. - Rongeurs - Insectes -

Le chantier sera mis en état de dératisation permanente.

Les factures des produits raticides ou le contrat passé avec une entreprise spécialisée en dératisation seront maintenus à la disposition de l'Inspecteur des Etablissements Classés, pendant une durée d'un an.

La démoustication sera effectuée en tant que de besoin.

LUTTE CONTRE L'INCENDIE

Article 17.- Dès qu'un foyer d'incendie sera repéré, il devra être immédiatement et efficacement combattu.

Tout poste de découpage au chalumeau sera doté d'au moins un extincteur portatif, ainsi que toute machine ou moteur.

Le dépôt devra être pourvu de postes d'eau munis de lances et de tuyaux, répartis de manière à pouvoir atteindre tous les emplacements.

Le chemin d'accès à l'étang sera entretenu afin d'en permettre l'utilisation et l'accès à l'étang, en toute saison, par les engins d'incendie, qui devront disposer sur les berges d'aires d'aspiration.

Tous les aménagements concernant la protection contre l'incendie devront être réalisés en accord avec les sapeurs pompiers.

Des consignes d'incendie seront établies ; elles seront affichées ainsi que les numéros de téléphone et adresse du centre de secours le plus proche, près de l'accès au chantier et dans les locaux de gardiennage et d'exploitation.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article 18.- L'exploitant devra présenter, à la demande de l'Inspecteur des Etablissements classés, la justification des moyens d'élimination des stériles et pneumatiques, huiles et graisses, produits pétroliers, produits chimiques divers, pendant une durée d'un an.

Il notera la nature et les quantités des produits éliminés.

Article 19.- Tout véhicule automobile hors d'usage ne devra pas séjourner en l'état, sur un chantier, plus de trois mois.

Article 20.-

Le dépôt devra répondre aux prescriptions du Code du Travail, concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs, et en particulier aux dispositions ci-après :

- le personnel travaillant dans le dépôt devra disposer de vestiaires et armoires vestiaires, de lavabos, de W.C. et d'eau potable, conformément aux dispositions des articles R.232-23, 24 et 25 - R.232-19 et R.232-28;

- les dispositions du décret du 14 NOVEMBRE 1962 concernant les établissements mettant en oeuvre des courants électriques, devront être respectées;

- les grues et autres engins de levage automoteurs devront être vérifiés par un organisme agréé;

.....

Article 21.- Conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 26 JANVIER 1972, le stationnement et le dépôt d'épaves est interdit sur la R.N. 675 et le C.D. 9, sur une distance de 150 mètres de part et d'autre de l'intersection de ces deux voies.

Article 22.- Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 23.- Le présent arrêté pourra être abrogé si le pétitionnaire ne se conforme pas aux conditions susvisées.

Il cessera, en outre, de produire effet si, dans un délai de deux ans l'établissement n'a pas commencé à fonctionner.

Article 24.-Un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée et faisant connaître qu'une copie en est déposée aux archives des mairies de JAVERDAT et de CIEUX, à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché à la porte desdites mairies.

Un extrait identique sera inséré, par les soins des Maires de JAVERDAT et CIEUX, et aux frais du pétitionnaire, dans un journal d'annonces légales du département.

Article 25.- M. le Secrétaire Général de la Haute-Vienne est chargé de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée :

- au pétitionnaire,
- à MM. les Sous-Préfets de Bellac, et Rochechouart,
- à M. le Maire de JAVERDAT,
- à M. le Maire de CIEUX,
- à M. l'Ingénieur en Chef des Mines, Inspecteur des Etablissements classés,
- à M. l'Inspecteur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de la Haute-Vienne.

A LIMOGES, le 9 JUILLET 1975.

LE PREFET :



Maurice LAMBERT